

DROIT COMMERCIAL

Séance 6 : Les statuts spéciaux des commerçants personnes physiques (micro-entrepreneur et EIRL)

I.	Le statut du micro-entrepreneur	2
A)	Les conditions	2
1)	Les personnes concernées	2
2)	Les conditions de chiffre d'affaires	3
B)	Le régime	3
1)	L'immatriculation	3
2)	Les obligations comptables	3
II.	L'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL)	4
A)	Le principe de l'unicité du patrimoine	4
1)	Le principe de l'unicité du patrimoine	4
2)	Les limites au principe de l'unicité du patrimoine	4
B)	L'affectation d'un patrimoine à la conduite de l'activité	5
1)	Les conditions	5
2)	Les formalités de constitution du patrimoine affecté	6
a)	L'identification des biens	6
b)	L'évaluation des biens	7
c)	La déclaration d'affectation	7
3)	Les effets de l'affectation	8
a)	L'opposabilité de la déclaration aux cocontractants	8
b)	L'incidence sur le droit de gage des créanciers	8

Le commerçant personne physique peut exercer son activité sans créer de personne morale.

Dans ce cas, il a la possibilité d'opter pour le statut de micro-entrepreneur ou d'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, ces deux statuts pouvant se cumuler. On parle alors de micro-entrepreneur à responsabilité limitée.

Ces statuts ne sont aucunement obligatoires, il s'agit d'une simple faculté pour le commerçant personne physique.

I. Le statut du micro-entrepreneur

Le statut de micro-entrepreneur est une innovation de la **loi du 4 août 2008**. Il était anciennement appelé « auto-entrepreneur ».

A) Les conditions

1) Les personnes concernées



À retenir : Ce statut s'adresse aux personnes physiques exerçant une activité commerciale.

Il est également ouvert aux artisans et professionnels libéraux (≠ agriculteurs).

Un cumul entre l'**EIRL** et le statut de micro-entrepreneur est possible.

2) Les conditions de chiffre d'affaires



Attention : Le chiffre d'affaires ne doit pas dépasser certains seuils révisés annuellement. Ces seuils ont été doublés depuis le 1^{er} janv. 2018 (ils n'ont pas été modifiés au 1^{er} janv. 2021) :

- 176 200 € pour les activités de vente de marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place et fourniture de logement (170 000 € pour 2019 et 2018),
- 72 600 € pour les activités de prestations de services (70 000 € en 2019 et 2018).

B) Le régime

1) L'immatriculation

Avant 2014, le micro-entrepreneur était dispensé de l'obligation de s'immatriculer au RCS.



À retenir : Depuis une **loi de 2014**, le micro-entrepreneur qui exerce une activité commerciale a l'obligation de s'immatriculer au RCS.

Le micro-entrepreneur artisan doit s'inscrire au Répertoire des métiers.

2) Les obligations comptables



À retenir : Le micro-entrepreneur est dispensé de l'obligation de tenir les documents comptables obligatoires qui sont prévus par l'**art. R.123-173 C. Com.**, à savoir le livre-journal et le grand-livre.

Il doit seulement tenir un livre mentionnant chronologiquement le montant et l'origine des recettes perçues au titre de son activité professionnelle (**L.123-28 C. Com.**).

II. L'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL)

Il s'agit d'une innovation de la **loi du 15 juin 2010**.

Ce statut permet aux entrepreneurs individuels de **protéger leurs biens personnels** en cas de difficultés financières dans la conduite de leur activité professionnelle.

A) Le principe de l'unicité du patrimoine

1) Le principe de l'unicité du patrimoine

Le principe de l'unicité du patrimoine résulte de l'**article 2284 du C. Civ.** qui dispose que « *Quiconque s'est obligé personnellement, est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir.* »

Selon ce principe, l'entrepreneur dispose en principe d'un seul patrimoine regroupant des biens à usage personnel et des biens à usage professionnel.

Le commerçant est ainsi en principe exposé au risque de poursuites sur l'ensemble de ses biens, peu importe l'origine de la créance.

2) Les limites au principe de l'unicité du patrimoine

Il existe trois sortes de limites au principe de l'unicité du patrimoine :

- **L'insaisissabilité** légale de plein droit de la **résidence principale** à l'égard des créanciers professionnels (**L.526-1 al.1^{er} C. Com. – loi Macron de 2015**). Cela signifie que les créanciers professionnels ne peuvent pas saisir la résidence principale du commerçant.



À retenir : Cette insaisissabilité de la résidence principale est automatique.

- **La déclaration unilatérale d'insaisissabilité** pour les biens immobiliers non-professionnels à l'égard des créanciers professionnels (**L. 526-1 al. 2 C. Com.**). Le commerçant peut réaliser une déclaration devant un notaire afin de protéger ses biens immobiliers dont il ne se sert pas pour son activité commerciale. Les créanciers professionnels ne pourront pas les saisir.



Exemple : la résidence secondaire du commerçant.

- La création d'une **EIRL** : il s'agit de mettre les biens non professionnels hors d'atteinte des poursuites des créanciers professionnels, après **déclaration d'affectation** (**L.526-6 et s. du C. Com.**).

B) L'affectation d'un patrimoine à la conduite de l'activité

1) Les conditions



À retenir : Tout entrepreneur individuel, personne physique, y compris un micro-entrepreneur, peut opter pour le statut de l'EIRL.



Attention : La constitution d'une EIRL n'emporte pas la création d'une personne morale. Il ne faut pas confondre l'EIRL et l'EURL (entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée) qui est une société dotée de la personnalité morale.

Le professionnel qui opte pour le statut de l'EIRL peut avoir une activité commerciale, artisanale ou libérale.

Le choix de l'EIRL peut se faire :

- Soit dès le début de l'activité,
- Soit en cours d'exercice.

Aucune condition de chiffre d'affaires n'est imposée pour opter pour le statut de l'EIRL (sauf en cas de cumul avec le statut de micro-entrepreneur).

2) Les formalités de constitution du patrimoine affecté

a) L'identification des biens



À retenir : Le commerçant doit procéder à l'identification des éléments patrimoniaux affectés à l'activité professionnelle, dans un état descriptif.

Cet état descriptif énumère l'ensemble des biens nécessaires à l'exercice de son activité professionnelle.



Exemple : fonds de commerce, brevet, matériel et outillage, etc.

Peuvent être affectés au patrimoine professionnel :

- Les biens à usage strictement professionnel,
- Les biens à usage mixte (professionnel et personnel),

En revanche sont exclus les biens à usage personnel.



Attention : Le patrimoine d'affectation peut contenir des biens communs ou indivis, mais le conjoint ou le coïndivisaire (en cas de PACS) doit être informé des droits des créanciers sur ses biens et donner son accord exprès. À défaut, la décision d'affectation lui sera inopposable.

b) L'évaluation des biens

Le commerçant doit préciser la **valeur du bien**.

Avant la **loi PACTE de 2019**, si la valeur du bien était supérieure à 30 000 €, le commerçant devait obtenir une évaluation certifiée par un expert (expert-comptable, notaire pour les biens immobiliers).



À retenir : Cette exigence a été supprimée par la **loi PACTE de 2019**.

En cas de surévaluation du bien, le commerçant sera engagé sur l'ensemble de son patrimoine, dans la limite de 5 ans à compter de la déclaration d'affectation. Autrement dit, les créanciers pourront saisir n'importe quel bien, professionnel ou non professionnel, comme si aucune EIRL n'avait été créée.

c) La déclaration d'affectation

La déclaration d'affectation est effectuée auprès du RCS.

L'objet de l'activité doit être précisé.

Toute modification des biens du patrimoine professionnel doit faire l'objet d'une déclaration modificative dans un délai d'un mois (**R.123-121-3 C. Com.**).



Attention : La cession du patrimoine professionnel doit faire l'objet d'un avis publié au BODACC (**L.526-17 C. Com.**).

3) Les effets de l'affectation

a) L'opposabilité de la déclaration aux cocontractants

→ Les cocontractants dont la créance est postérieure à la déclaration :

La déclaration est opposable de plein droit aux créanciers professionnels dont la créance est née postérieurement à la publication (**L.526-12 C. Com.**).

→ Les cocontractants dont la créance est antérieure à la déclaration :

La déclaration est **sans effet** à l'égard des créanciers antérieurs. Ils pourront saisir tous les biens du commerçant, professionnels et non professionnels.

b) L'incidence sur le droit de gage des créanciers

Les créanciers professionnels ne peuvent saisir que les biens composant le patrimoine professionnel.

Inversement, les créanciers personnels ne peuvent saisir que les biens du patrimoine personnel.



Attention : Par exception, en cas de fraude ou de manquement aux obligations comptables, le commerçant redevient saisissable sur la totalité de ses biens.